

<https://www.pressegauche.org/Negociations-du-secteur-public-Face-a-la-crise-des-conditions-de-travail-le>



Négociations du secteur public - Face à la crise des conditions de travail, le Québec a les moyens d'agir ! (CSQ)



- Communiqués -
Date de mise en ligne : mercredi 11 novembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 11 nov. 2020 - À la veille de la mise à jour économique et financière, et dans le contexte des négociations du secteur public qui avancent à pas de tortue depuis un an, la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) a dévoilé un argumentaire économique appelant le gouvernement du Québec à investir en éducation, en santé et en enseignement supérieur.

Déboulonner les mythes économiques

À l'aide de treize fiches argumentaires réparties en quatre thématiques, la CSQ déboulonne des mythes économiques persistants à propos des services publics, de l'économie et de la capacité de payer de l'État. La pandémie ayant mis en lumière les dérives du sous-investissement chronique et de l'austérité budgétaire, elle souligne que la crise de la pandémie s'est transformée en crise des conditions de travail dans les services à la population. En ce sens, la présidente de la CSQ, Sonia Ethier, met en garde le gouvernement de François Legault à l'effet de ne pas jouer dans le même film budgétaire que les gouvernements précédents. « La crise de la COVID-19 a fait assez de victimes économiques jusqu'à maintenant et les services à la population sont plus importants que jamais. Le gouvernement possède la capacité de répartir dans le temps les conséquences économiques de la pandémie auprès de la population. Le secteur public traverse une crise et donne depuis des années dans les coupes, les compressions et les gels d'embauche. Dans ce contexte, les demandes de la CSQ sont loin d'être déraisonnables et, par-dessus tout, le Québec a les moyens de répondre à la crise des conditions de travail en réglant les problèmes d'attraction et de rétention du personnel. Chaque dollar investi dans les services publics peut générer jusqu'à 1,25 dollar sur le PIB. Cela bénéficie non seulement aux patients, aux élèves, aux étudiants et aux familles, mais c'est aussi rentable pour l'économie dans son ensemble », explique-t-elle.

Les fiches argumentaires peuvent être consultées en ligne : lequebecalesmoyens.lacsq.org.

Un test pour le gouvernement Legault

Selon Sonia Ethier, la présente ronde de négociations constitue un test important pour le gouvernement Legault. « Le mandat qu'a obtenu le gouvernement de François Legault aux dernières élections, c'est de mettre fin à l'austérité et de régler les problèmes structurels en éducation, en santé et en enseignement supérieur. La confiance de la population repose sur un coup de barre en faveur des services publics pour rompre définitivement avec le cynisme. La situation est plus urgente que jamais et le gouvernement est devant un choix : poursuivre l'austérité des années passées ou respecter son engagement d'incarner le changement. Si le gouvernement pense qu'il peut se permettre de repousser les problèmes actuels à plus tard, on invite les ministres et les députés à une tournée sur le terrain. Ça craque de partout ! », dit Sonia Ethier.

L'heure n'est plus aux écrans de fumée

Après qu'elle ait déposé une série de solutions pour les écoles, les établissements de santé, les centres et les cégeps, la CSQ déplore la fermeture du gouvernement qui se manifeste toujours aux tables de négociation. Après s'être prêtées à un faux « blitz » de négociation la semaine dernière, les tables de négociation ont été confrontées à la position inflexible du gouvernement sur son cadre financier, ce qui n'aura pas permis d'avancées significatives dans cette négociation. La CSQ réitère que ses propositions sont raisonnables, particulièrement en considération des besoins sur le terrain et de la détresse vécue par le personnel depuis trop d'années.

« Huit mois après l'échéance des conventions collectives, le Conseil du trésor s'entête à imposer un cadre financier trop étroit et on attend encore que les représentants du gouvernement obtiennent de réels mandats de négociation à nos tables. En chiffres, la proposition gouvernementale consiste actuellement en une hausse des budgets de 26 millions de plus, soit à moins de 40 sous par jour pour nos membres ! Pendant ce temps, le Québec continue de payer près de 150 millions de dollars par année en assurance salaire, soit environ 2 000 postes, seulement pour les enseignants. Du côté de la santé et des services sociaux, on parle d'un coût de 700 millions de dollars par année, soit l'équivalent de 10 000 postes à temps complet. Le personnel enseignant, de soutien, professionnel ainsi que les infirmières, inhalothérapeutes et infirmières auxiliaires n'ont pas besoin d'un écran de fumée, mais de mesures concrètes pour répondre à leurs besoins. Les nombreux problèmes d'attraction et de rétention du personnel minent chaque jour les services aux patients, aux élèves, aux étudiants et aux familles. Ils sont structurels et ne disparaîtront pas avec des demi-mesures cosmétiques ou temporaires. En ne réglant pas les problèmes de fond, le gouvernement nourri le « syndrome de la chaudière percée » en pelletant en avant des problèmes qui ajoutent de la pression sur des travailleuses et des travailleurs qui n'en peuvent plus », lance la présidente de la CSQ.

Une relance équitable pour les femmes

Alors que le gouvernement cherche à préparer la relance économique et à stimuler la croissance, des investissements importants en éducation, en santé et en enseignement supérieur constituent autant d'opportunités pour améliorer les services à la population. De plus, cela permet aux femmes, qui sont les plus touchées par la crise, de prendre part à la relance économique. « On convie aujourd'hui le gouvernement à ne pas mettre tous ses oeufs dans le même panier du béton et des infrastructures. Les négociations du secteur public, où les femmes constituent près de 75 % des employés, offrent une occasion inédite d'une relance équitable qui va renforcer les services aux citoyens et le tissu social. Nous mettons en garde le gouvernement à l'effet de ne pas aggraver la crise en poursuivant les mêmes politiques qui nous mènent à un cul-de-sac depuis trop d'années et qui poussent des métiers traditionnellement féminins vers la surcharge », conclut Sonia Ethier.